

Copie recte

t.851-117 - GL/gis
 t.311 Pérou /

Berne, le 25 mars 1980

L'AMAZONIE ET LA SUISSE (Notes pour l'intervention de
 Monsieur Rolf Wilhelm au séminaire de Cali sur le dé-
 veloppement agricole de l'Amazonie)

- Peu de régions sont aussi dissemblables que la Suisse et l'Amazonie. Tout les sépare : climat, topographie, végétation, patrons de peuplement, coutumes des habitants, etc. D'autre part, la Suisse ne s'est jamais lancée dans des aventures coloniales et n'a donc pas été confrontée au problème de l'exploitation des ressources de régions tropicales; elle n'a donc pas d'expérience dans ce domaine.
 Pour quelles raisons s'intéresse-t-elle à une question aussi complexe que le développement de l'Amazonie ?
- Pas besoin d'être un spécialiste pour comprendre le rôle primordial que joue la forêt amazonienne dans l'équilibre écologique global de la Terre : elle constitue le poumon de notre planète.
 Il s'ensuit que tout en respectant la souveraineté des états sur les territoires desquels s'étend la forêt amazonienne, la communauté internationale dans son ensemble doit assumer la responsabilité de la préserver de la destruction.
- Comment le faire ?
 Une première idée qui a été lancée dans les forum internationaux consisterait à prélever un impôt mondial sur l'usage - indirect - que font tous les pays du globe de l'Amazonie. Cet impôt alimenterait un fonds destiné à compenser les pertes qu'encourraient les pays du bassin amazonien en renonçant à exploiter intensivement la forêt. Celle-ci serait transformée en une sorte de réserve.
 Ce projet ^{est} peut-être discutable sous certains angles, difficile à traduire dans les faits, mais il a le mérite de mettre le doigt sur les devoirs et obligations qui incombent à tous les pays du globe vis-à-vis de l'Amazonie du fait qu'ils profitent de ses bienfaits au même titre que les pays de la région.
- La deuxième possibilité d'appui ne vise pas à ériger l'Amazonie en une réserve intangible, mais à impliquer la communauté internationale dans l'identification de modes d'utilisation des ressources de la forêt préservant son équilibre écologique. Comme l'ont prouvé, à leur échelle, les communautés natives, vivre de la forêt ne signifie pas forcément la détruire. C'est de ce postulat que doit partir un effort de recherche dont la difficulté est à la mesure de l'importance de l'enjeu. L'appui de la communauté internationale est difficile à coordonner; il prendra sans doute volontiers la forme de programmes



bilatéraux de coopération avec l'un ou l'autre des pays du Bassin Amazonien, ou de contribution à des organismes régionaux ou internationaux de recherche comme CIAT, CATIE, ICRAF; l'important est qu'il ne fasse pas défaut.

- L'intervention de la Suisse s'explique donc par sa volonté d'assumer la part de responsabilité qui lui revient dans la préservation de l'équilibre écologique de l'Amazonie. Nous sommes conscients d'avoir une dette vis-à-vis des pays du Bassin amazonien et tout particulièrement de ceux qui tentent de mettre en oeuvre une politique rationnelle et raisonnable d'exploitation de ses ressources, et nous essayons de nous en acquitter en contribuant à l'effort évoqué ci-dessus.
- Notre apport, aussi modeste soit-il, comporte plusieurs volets qui correspondent chacun à une approche particulière du développement de l'Amazonie. ^{Voici} une présentation sommaire de chacune d'entre elles.
 - . Jenaro Herrera : appuis à l'implantation ("settlement") de populations sur les terres non inondables de la basse Amazonie. A son démarrage en 1965, ce projet est essentiellement centré sur l'élevage bovin. Les difficultés rencontrées tout d'abord dans le cadre des exploitations pilotes, puis surtout au cours de l'expérience de colonisation des terres hautes nous ont conduit à réviser bon nombre des options prises au départ. Il en est ressorti notamment :
 - L'impossibilité de miser sur une seule activité productrice pour assurer la subsistance des populations. Le rôle de l'élevage, primordial au départ, s'est estompé au fur et à mesure que l'on a découvert l'importance d'autres activités, telles que le bûcheronnage, l'agriculture sur les berges des fleuves, l'agriculture sur brûlis, la pisciculture; l'exploitation des ressources de la selva doit être aussi polyvalente et diversifiée que possible.
 - La difficulté d'adapter en milieu amazonien des solutions qui ont fait leurs preuves sous d'autres latitudes. Plutôt que d'importer des modèles de colonisation, il semble préférable de développer en priorité les productions déjà existantes dans ces régions.
 - Les dangers associés à l'introduction d'une technologie lourde qui n'est pas adaptée aux conditions naturelles de la région et que son coût met hors de portée des habitants.

C'est donc une leçon d'humilité que nous a donnée la réalité amazonienne. Le bilan provisoire que l'on peut tirer de cette expérience se présente surtout en terme de mises en garde et d'interdits, d'une liste de choses à ne pas faire, mais cela n'en limite ni la valeur ni la portée.

- Le deuxième volet de notre intervention est celui de la formation. Il s'agit en premier lieu d'une école pour ouvriers forestiers sise à Jenaro Herrera, puis d'une école de gardes forestiers à Pucallpa qui prend la relève de celle d'Iquitos. Dans les deux cas, l'objectif ne se limite pas à la transmission de connaissances techniques sur la forêt, mais vise aussi à insuffler aux élèves une véritable "conscience forestière", conscience de l'importance de la forêt, de sa fragilité, de la nécessité de veiller collectivement à sa protection, conscience que les ouvriers et gardes forestiers tenteront de transmettre aux populations avec lesquelles ils travaillent.

 - Le dernier volet de notre coopération est tourné vers les communautés natives de l'Amazonie. Imbus de la supériorité des techniques de mise en valeur forgée par les sociétés industrielles, nous avons trop longtemps ignoré le remarquable savoir sur la forêt que possèdent les divers groupes ethniques qui peuplent l'Amazonie. Alors les colons qui s'installent dans la forêt se heurtent à des difficultés considérables et provoquent, dans certaines zones, des destructions menaçant l'équilibre écologique, les communautés natives ont mis au point, grâce à une longue coexistence avec la forêt, une formule d'utilisation de ses ressources qui est à la fois simple sur le plan technique et complexe, si l'on pense au dosage savant des activités de cueillette, de chasse, de pêche, agricoles, etc... et constitue peut-être à l'heure actuelle le meilleur moyen de vivre de la forêt sans la détruire.
- Ce capital de connaissances doit être mis en valeur avant que le processus d'acculturation que vivent ces ethnies ne leur fasse perdre leur savoir-faire. C'est dans cet esprit que le Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique a financé pendant plusieurs années une mission ethnologique franco-péruano-suisse chargée d'étudier les systèmes de culture itinérants sur brûlis de l'Amazonie du Nord-Ouest. Par un juste retour des choses, cette recherche sera prolongée par un programme d'appuis aux communautés natives qui devra les doter, à leur demande, des connaissances techniques ou des apports en matériel et moyens financiers qui permettent que leur intégration progressive dans la société nationale se fasse dans des conditions favorables. Ce programme d'appuis recevra probablement le soutien financier d'une institution privée suisse de coopération au développement.

Par ailleurs, et à la demande des autorités péruviennes, nous soutenons un projet de titularisation des terres des communautés natives et des colons dans le bassin des rivières Pichis et Palcazu. Dans cette région de piémont andin (Ceja de selva), la forte immigration de paysans paupérisés en provenance des hauts plateaux andins et l'avance du front de colonisation menace les territoires occupés traditionnellement par les Amoeshas et les Campas. L'opération de titularisation des terres permettra de délimiter les zones attribuées aux colons et aux indigènes, de désamorcer ainsi une situation conflictuelle. Nous pensons mettre à profit la période de réalisation de cette première phase pour élaborer, de concert avec les autorités régionales et les destinataires finals, un plan de développement intégral de la zone.

CC.

VO, Lima,

LA

PA